

Centrafrique/Elu président de la République à l'issue du scrutin du 14 février

Touadéra s'engage pour " la paix "

AFP
Bangui/Centrafrique

La prestation de serment d'hier met fin à trois ans de transition.

LE nouveau président centrafricain Faustin-Archange Touadéra, élu le 14 février, a prêté serment hier à Bangui en promettant "de préserver la paix" dans son pays qui peine à sortir de trois années de graves violences intercommunautaires. "Je jure de respecter scrupuleusement la Constitution (...) et de préserver la paix", a-t-il déclaré dans le stade de 20 000 places de Bangui, sécurisé par les Casques bleus. Le nouveau président s'est aussi engagé à remplir sa charge "sans aucune considération ethnique" et de ne jamais exercer son pouvoir "à des fins personnelles". Les chefs d'Etat de Guinée Equatoriale, Teodoro Obiang Nguema, et du Congo Brazzaville, Denis Sassou Nguesso, ainsi que

le Premier ministre du Gabon Daniel Ona Ondo, ont assisté à la cérémonie d'investiture qui marque la fin de la transition née du renversement en 2013 de l'ex-président François Bozizé par la rébellion majoritairement musulmane de la Séléka et la courte prise de pouvoir de son chef, Michel Djotodia. Egalement présents, les ministres français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault et de la Défense Jean-Yves Le Drian. Ce dernier a annoncé, avant la prestation de serment de M. Touadéra, que la France allait mettre fin en 2016 à Sangaris, son opération militaire en Centrafrique, estimant sa mission de restauration de la sécurité accomplie. Vêtu d'un costume sombre, le nouveau président s'est également engagé à "procéder à la refondation de l'armée, apolitique et non confessionnelle" et a lancé un appel à la "réconciliation nationale".

PANSER LES PLAIES • Il a



Photo : AFP

Paix et sécurité, redressement économique, majorité au Parlement : autant de défis pour Faustin-Archange Touadéra, investi président de Centrafrique hier.

ensuite attentivement écouté le président de la Cour constitutionnelle, Zacharie Ndouba, s'adresser à lui. "Vous incarnez désormais la nation toute entière et ses valeurs. Soyez fidèle au serment que vous avez prononcé. Vous serez le président de la réconciliation nationale", a déclaré Zacharie Ndouba, exhortant ses compatriotes à "taire nos rancœurs et panser nos plaies". La Centrafrique, l'un des

pays les plus pauvres au monde, tente de sortir de trois années de graves violences intercommunautaires qui ont ravagé son économie et l'ont profondément déstabilisé. L'intervention de la force Sangaris fin 2013 et le déploiement de 12 000 Casques bleus de la Minusca ont fait retomber les violences, sans pour autant résoudre la somme de problèmes socio-économiques et sécuritaires. La présidente de transi-

tion, Catherine Samba Panza, a remercié la communauté internationale pour son aide dans le "retour à l'ordre constitutionnel". "Vive la République centrafricaine unie, réconciliée avec elle-même et désormais engagée sur la voie de la démocratie", a-t-elle lancé. "Il y a beaucoup d'espoir placé par les Centrafricains en Touadéra", constate une source diplomatique. "Les difficultés qui l'attendent sont nombreuses : il devra notamment mettre en œuvre le DDR (désarmement, démobilisation, réintégration) des groupes armés, or jusqu'à présent personne ne s'est réellement engagé à financer ce programme" estimé à 25 millions de dollars. Autre défi du président : s'assurer d'une majorité parlementaire lui permettant de gouverner, alors qu'il a été élu comme candidat indépendant, au sein d'une classe politique minée par la corruption. Le second tour des législatives est prévu ce jeudi.

France/Politique

Cuisant échec pour Hollande sur sa réforme constitutionnelle

AFP
Paris/France

Le président français a dû se rendre à l'évidence : il n'y avait pas, contrairement à l'unanimité qui était apparue lors de son annonce, de consensus politique autour de ce projet.

FRANÇOIS Hollande a enterré hier, faute de consensus politique, la réforme constitutionnelle qu'il avait annoncée après les attentats de Paris, un cuisant échec pour le président socialiste français à un an de l'élection présidentielle. Dans une déclaration solennelle à l'Élysée, le prési-

dent de la République a reconnu cet échec, regrettant que son appel à "dépasser les frontières partisanes" et à "rassembler les Français" n'ait pas été entendu. Sur la mesure la plus contestée de la réforme, la déchéance de nationalité pour les personnes condamnées pour actes terroristes, un accord est "hors d'atteinte", a-t-il constaté. "J'ai décidé, après m'être entretenu avec les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, de clore le débat constitutionnel", a-t-il annoncé, quatre mois après l'avoir lancé sous les applaudissements unanimes du Parlement réuni en Congrès.

Les Français et les élus étaient alors rassemblés dans une même émotion face aux attentats du 13 novembre qui avaient ensanglanté la capitale (130 morts et des centaines de blessés). Mais très vite, des voix s'élevaient contre cette réforme, destinée également à sécuriser le régime de l'état d'urgence instauré au lendemain des attentats - reconduit une fois depuis lors et toujours en vigueur - en l'inscrivant dans la Constitution. La contestation est d'abord venue de la gauche où certains étaient hostiles à la déchéance de nationalité pour les binationaux, au nom du respect de l'égalité de tous les Français quelle que soit leur origine. Cette question est particulièrement sensible dans un pays qui compte plusieurs millions de binationaux, la plupart d'origine immigrée, et la ministre de la Justice Christiane Taubira, elle-même opposée à cette mesure, avait fini par démissionner le 27 janvier. La droite a pris le relais de la contestation quand le texte amendé par le gouvernement a étendu cette mesure à tous les Français, binationaux ou non, arguant ne pas vouloir créer des apatrides. L'Assemblée nationale à majorité socialiste et le Sénat tenu par l'opposition de droite ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un texte identique, condition indispensable à son adoption par le Congrès.

Ironie de l'histoire, la version du Sénat a été adoptée juste après l'arrestation à Bruxelles de Salah Abdeslam, survivant des commandos auteurs des attaques du 13 novembre. Français de nationalité, Abdeslam n'était donc théoriquement pas concerné par la mesure telle qu'adoptée par le Sénat. "NOS EXCUSES AUX FRANÇAIS" • "Je constate aussi qu'une partie de l'opposition est hostile à toute révision constitutionnelle (...) Je déplore profondément cette attitude. Car nous devons tout faire dans les circonstances que nous connaissons, et qui sont graves, pour éviter les divisions et écarter les surenchères", a fustigé M. Hollande, en faisant porter la responsabilité de l'échec de sa réforme sur la droite. Le président socialiste a "créé les conditions de l'échec" de la réforme, a répliqué l'ancien président Nicolas Sarkozy (2007-2012). Il a rappelé que son parti, Les Républicains, "étaient décidés à voter la déchéance pour les binationaux" mais que M. Hollande s'est ensuite "emmêlé" dans des "combinaisons d'appareil". "A force de promettre tout et le contraire de tout, la réalité, c'est qu'il condamne le pays à un blocage et à l'immobilisme", a tranché M. Sarkozy, qui ambitionne de revenir au pouvoir en 2017. L'abandon de la réforme constitutionnelle, "est un échec exceptionnellement lourd pour le président de la

République", a aussi estimé Marine Le Pen, présidente du Front national (extrême droite), dont plusieurs dirigeants ont appelé à la démission de François Hollande. Le Premier ministre Manuel Valls a "regretté amèrement" que la droite ait refusé la "main tendue". "Ce n'est que du gâchis. Dans cette histoire, on n'a fait que perdre. La majorité s'est fait plus que tordre le bras et la gauche militante a été profondément heurtée. Cela va laisser des traces", se désolait hier un député socialiste sous couvert de l'anonymat. "Nous présentons nos excuses aux Français. Nous n'avons pas convaincu la droite (...) de rentrer dans l'union nationale pour renforcer notre droit dans la lutte contre le terrorisme", a pour sa part déclaré Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du Parti socialiste au pouvoir. Ce revers politique est le plus grave subi par François Hollande en près de quatre ans de présidence, hypothéquant encore un peu plus ses chances d'être réélu pour un second mandat. Selon un sondage Ipsos-Sopra Steria publié hier, il serait éliminé dès le premier tour quel que soit son adversaire de droite. Pour le politologue Jérôme Fourquet, l'épisode "fait voler en éclat l'image de père de la Nation et de président rassembleur" que M. Hollande avait voulu incarner face à la menace terroriste.

C'est arrivé...

Dash le chien provoque une alerte sécuritaire dans une banque

PORTEUR d'un nom à la sonorité proche de Daech, acronyme arabe du groupe jihadiste Etat islamique, le chien Dash a déclenché bien malgré lui une alerte dans une banque de Californie, ont rapporté des médias locaux. Tout a commencé lorsque le propriétaire de l'animal et malade de la sclérose en plaque, Bruce Francis, a voulu faire un paiement sur internet pour rétribuer la personne qui promène son croisement de pitbull : dans le libellé de l'opération, il a simplement écrit "Dash". Des responsables de la Chase Bank ont confondu avec "Daech" et annulé le paiement, selon des médias. Et l'établissement a signalé l'opération au ministère américain du Trésor, qui a envoyé un message à Bruce Francis lui demandant d'"expliquer ce que signifie Dash". « Je me suis dit "super, ils arrêtent le terroriste le plus stupide du monde" », a raconté cet habitant de San Francisco à la chaîne locale KTVU, au sujet de l'incident qui s'est produit en début de mois.

... à San Francisco (Etats-Unis)

L'Afrique en bref

• **Burundi/Justice.** L'appel du procureur général Le procureur général du Burundi a appelé les 60 familles de victimes d'exécutions extrajudiciaires présumées, qui viennent de saisir la Cour pénale internationale (CPI) et l'Onu, à plutôt déposer leurs plaintes auprès de ses services car ils seraient en train de se faire "manipuler".

• **Cameroun/Politique.** Arrestation d'opposants à Yaoundé

La police a interpellé mardi une soixantaine d'opposants camerounais rassemblés à Yaoundé pour dénoncer toute tentative "clandestine" de modification constitutionnelle de la part du pouvoir afin d'avancer l'élection présidentielle prévue en 2018, a appris l'AFP auprès des opposants.

• **Libye/Politique.** Le chef du gouvernement d'union à Tripoli

Le chef du gouvernement libyen d'union nationale parrainé par l'Onu, Fayeza al-Sarraj, est arrivé hier à Tripoli, bravant l'hostilité déclarée de la coalition de milices qui contrôle la capitale.

• **RDCongo/Sécurité.** La Monusco continue

L'Onu a reconduit hier pour un an sa mission en République démocratique du Congo (Monusco) et a appelé Kinshasa à tenir rapidement des élections libres et crédibles.

A travers le monde

• **Birmanie/Politique.** Le nouveau président prête enfin serment

Le nouveau président birman, Htin Kyaw, un proche d'Aung San Suu Kyi, a prêté serment hier devant le Parlement à Naypyidaw, marquant le début d'une nouvelle ère pour ce pays qui a subi des décennies de domination militaire.

• **Espagne/Gouvernement.** Les négociations entre socialistes et Podemos ont repris

Les dirigeants du Parti socialiste espagnol et de Podemos (gauche radicale), Pedro Sanchez et Pablo Iglesias, ont annoncé hier à Madrid la reprise de négociations pour parvenir à la formation d'un gouvernement afin de chasser la droite du pouvoir.

• **Syrie/Conflit.** Assad pour un gouvernement de transition

Le président syrien Bachar al-Assad a appelé de ses vœux hier un gouvernement de transition rassemblant ses fidèles mais aussi l'opposition, pendant qu'à Genève l'Onu demandait aux pays développés de faire preuve de davantage de solidarité pour accueillir les réfugiés.